

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 528 du 25.05.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Gaza : la communauté humanitaire exhorte Israël à lever le blocus.

Sous terre et sous les bombes, le quotidien des Gazaouis de Rafah

Bradley Burston : Personne ne connaît mieux le fascisme que les Israéliens.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 La lutte de libération nationale est aussi une lutte anti-impérialiste.

1-2 Maidhc Ó Cathail : Le prochain 11 septembre sera-t-il concocté en Israël ?

1-3 La France et sa politique sélective.

1-4 Myriam Abraham : Une Escroquerie Financée Par Les US Vendue A l'OTAN.

1-5 Youssef Boussoumah : Le colonial, le criminel de guerre et la supplétive indigène.

1-6 Les politiques sélectives et à double standard constituent un phénomène connu et courant, dans la vie politique des pays occidentaux.

2 Annexe

2-1 eva R-sistons à l'intolérable : Tout va pour le mieux, dans le meilleur des nouveaux mondes !

2-2 Pour la solidarité avec la cause palestinienne.

2-3 Aymeric Chauprade : « La France vit une épuration sourde ».

2-4 Gidéon Lévy : Expulser un clown par mesure de sécurité ? C'est une plaisanterie ?.

2-5 Sylvain Cypel : Le grand malaise des juifs américain.

2-6 Alain Gresh : Gaza-Berlin

Tiré a part

Gaza : la communauté humanitaire exhorte Israël à lever le blocus

La communauté humanitaire qui travaille dans les territoires palestiniens occupés a appelé mardi le gouvernement d'Israël à lever « immédiatement » les restrictions sur la circulation des marchandises vers la bande de Gaza.

Depuis 2007, Israël a intensifié le blocage des frontières qui a progressivement étouffé l'agriculture, la pêche et détruit tout le tissu économique de la bande de Gaza, a fait savoir mardi l'Association des organisations internationales de développement (AIDA) dans un communiqué.

Plus de 60% des ménages sont maintenant dans l'insécurité alimentaire, menaçant la santé et le bien être des enfants, des femmes et des hommes, indique l'AIDA. Elle propose de renforcer le secteur agricole « qui offre une solution pratique aux problèmes humanitaires ».

« Cependant, les restrictions sur les importations imposées par Israël continuent d'étouffer le secteur de l'agriculture et contribuent directement à l'augmentation de l'insécurité alimentaire », déplorent les humanitaires qui représente plus de 80 organisations non gouvernementales. Les populations qui vivent sur la côte de la bande de Gaza en viennent à importer des poissons d'Israël ou les acheminent par des tunnels sous la frontière égyptienne. Cela démontre « l'absurdité de la situation », insiste l'Association.

Selon le Coordonateur humanitaire de l'AIDA, Philippe Lazzarini un rétablissement de la situation est possible à la condition de permettre aux Gazaouis de reprendre leurs activités de pêche et d'agriculture. Pour cela, il est nécessaire « d'ouvrir les frontières afin de fournir l'aide humanitaire et du matériel commercial et agricole, de ne plus restreindre l'accès vital aux champs destinés à l'agriculture et aux zones de pêches et permettre l'accès aux infrastructures d'assainissement », a-t-il ajouté. Cela permettrait d'autonomiser les populations qui dépendent de plus en plus de l'aide humanitaire.

Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publié lundi critiquait également les restrictions imposées par le gouvernement israélien sur le contrôle des frontières des Territoires. Plus d'un an après l'opération militaire 'Plomb durci' menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, les trois-quarts des infrastructures détruites ou endommagées ne sont toujours pas reconstruites ou réhabilitées, indique le rapport. Le PNUD estime que 82,5% des écoles sont encore à l'état de ruines, que 75% des terres cultivables restent inutilisables et que 60% des entreprises privées n'ont pas réussi à reprendre leurs activités. Plus de 527 millions de dollars sont nécessaires pour reconstruire tout ce que l'armée a détruit, affirme le rapport.

25 mai 2010 –

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=22011&Cr=Gaza&Cr1=>

Publié par ismael.mulla@orange.fr à 08:21

<http://alqods-palestine.blogspot.com:80/>

Sous terre et sous les bombes, le quotidien des Gazaouis de Rafah

Creuser, étayer, déblayer sans relâche : voilà le quotidien des ouvriers d'Abu Sleeman, propriétaire d'un tunnel à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, régulièrement bombardée par les F-16 israéliens. Depuis le début du blocus, des centaines de ces tunnels permettent à la population de subsister. Dans un passionnant documentaire diffusé sur LCP-AN, deux reporters racontent ce périple sous le sable.

Le film s'appelle « Rue Abu Jamil », du nom de la dernière artère de la ville palestinienne de Rafah avant la frontière égyptienne. Il commence fin décembre 2008, quand Israël bombarde la bande de Gaza. Trois semaines plus tard, il ne reste plus rien des centaines de tunnels qui permettent aux Gazaouis de respirer pendant le blocus imposé par Israël depuis la victoire du Hamas.

Alexis Monchovet et Stéphane Marchetti nous racontent le travail de fourmi d'Abu Sleeman et des autres, qui reconstruisent peu à peu le boyau avant de recommencer leur contrebande de marchandises, du sac de ciment au lama vivant.

Ces deux reporters français connaissent bien la ville frontalière, où ils ont vécu et qu'ils ont dépeinte dans « Rafah, chroniques d'une ville dans la bande de Gaza » (2006). Diffusé dans le monde entier, ce film leur a valu le prix Albert-Londres en 2008.

Cette fois, ils s'enfoncent dans le tunnel et narrent cet étrange quotidien, entre le travail de forçat sous terre et les bombardements de F-16 la nuit, en surface. Le film, en arabe sous-titré, est dépourvu de voix off. Choix appréciable qui a pour effet de réduire la distance entre le téléspectateur et les protagonistes du documentaire. Au lendemain des bombardements, les Gazaouis évaluent les dégâts et commencent immédiatement à réparer les tunnels bombardés. (Voir la vidéo)

Depuis juin 2008, Israël et le Hamas ont signé un cessez-le-feu. Les habitants de Rafah n'en voient pas vraiment la couleur. Après leur journée de travail, les ouvriers rentrent chez eux pour, parfois, devoir en sortir fissa en raison de l'arrivée des F-16.

Dans cet extrait, on suit Abu Sleeman qui cherche un refuge avec sa famille pendant des bombardements.

« N'ayez pas peur ! », répète-t-il sans cesse à ses fillettes. Mais la caméra montre qu'il n'est lui-même pas très rassuré... (Voir la vidéo)

Loin de l'immédiateté parfois spectaculaire des reportages de JT, « Rue Abu Jamil » montre très pudiquement le quotidien de ces Gazaouis de Rafah. Sans parti pris, le film se contente de recueillir leur parole.

► « Rue Abu Jamil », de Alexis Monchovet et Stéphane Marchetti - Lundi 24 mai à 20h30 et mardi 1er juin à 20h30 sur La Chaîne Parlementaire-Assemblée nationale.

A lire aussi sur Rue89 et sur Eco89

► [Un an après, Gaza asphyxiée, comme le processus de paix](#)

► [Juifs, musulmans : nous portons tous les cicatrices de Gaza, par Esther Benbassa](#)

Ailleurs sur le Web

► [Présentation du reportage, sur le site de LCP-AN](#)

<http://www.rue89.com:80/tele89/2010/05/24/sous-terre-et-sous-les-bombes-le-quotidien-des-gazaouis-de-rafah-152264>

Bradley Burston : Personne ne connaît mieux le fascisme que les Israéliens.

Sheikh Jarrah – Jérusalem Est. Personne ne connaît mieux le fascisme que les Israéliens.

On leur apprend à l'école, on creuse l'histoire, les

mécanismes et le potentiel d'horreur des régimes fascistes. Les Israéliens reconnaissent le fascisme quand ils le voient. Chez les autres.

On pouvait s'attendre à ce que, une fois que le fascisme aurait pris racine ici, il croîtrait sous la direction d'une galvanisation charismatique et

d'une épuration aux formes savamment orchestrées.

Mais cela serait trop évident pour qu'on puisse le nier. Il faudrait donc une dose de déni, d'inertie, de mémoire sélective, une croyance que les

choses – aussi mauvaises soient-elles – peuvent se poursuivre indéfiniment, pour que le fascisme puisse faire son chemin dans un pays fondé sur sa trace sanglante.

En fait, il aura fallu le gouvernement le plus dysfonctionnant, le plus à la dérive, qu'Israël n'ait jamais connu, pour que les modérés

comprennent, inconfortablement, par quels stratagème, innombrables, largement maquillés, la droite en Israël et ses supporters à l'étranger

sont parvenus à semer et faire germer les graines du fascisme.

Boaz Okun, le chroniqueur des affaires juridiques du quotidien populaire Yedioth Ahronot, un ancien juge, a écrit, à propos du refoulement de

Noam Chomsky hors d'Israël, « la décision d'expulser le Professeur Chomsky est une décision d'expulsion de la liberté hors de l'état d'Israël. Je

ne parle pas de la bêtise de donner du grain à moudre à ceux qui disent qu'Israël est un état fasciste, mais plutôt de notre peur qu'il soit vrai

que nous le soyons ».

Ce week-end, la police antiémeute israélienne s'est jeté sur un sit-in totalement non-violent près de l'entrée d'une zone de colonisation à

Jérusalem Est où des résidents palestiniens étaient expulsés sur ordre de la justice israélienne pour que leurs maisons soient données à des

Juifs.

Le curieux ne fut pas la brutalité de la police antiémeute, vêtue de gris métal, venue tordre les cous, brandissant des fusils d'assaut, des

matraques, des gaz et des casques, se précipitant sur les manifestants, pour la plupart Juifs, dont un bon nombre de retraités depuis

longtemps.

Ce ne fut pas une surprise que, voyant un jeune reporter de Reshet Bet (les infos de la radio nationale)

interviewer un manifestant assis par

terre – son micro annonçant visiblement et clairement la couleur – un groupe de policiers brutaux lui sauta dessus et le jeta dans une voiture

de police en lui faisant une clé à la tête.

Au final, ce qui fut vraiment singulier, ce fut de voir une police si entièrement livrée à elle-même, si totalement dépourvue de consignes claires,

sauvage, ayant à décider seule de la marche à suivre, dans une ambiance électrique. Le fascisme dans la confusion.

Pourquoi serions nous concernés par cela ? Peut-être parce que nous nous avons admis divers facteurs qui peuvent amener une société à en

venir au fascisme comme une solution.

Perdre une guerre.

En moins de trois ans nous en avons perdu deux. Nos cibles, le Hezbollah et le Hamas sont mieux armées et mieux retranchées que jamais.

Nos standings stratégique et diplomatique déclinent. L'Iran et la Syrie sont en phase ascendante. Il y a de multiples raisons de penser que la

guerre de Gaza, la source principale de la chute de notre standing international, pouvait largement être évitée,

que le nombre de morts civils est indéfendable et inconcevable. Ceci a pour conséquence Une quarantaine internationale, la sensation de devenir un bouc émissaire, et la recherche d'une cinquième colonne intérieure Une redéfinition radicale des valeurs.

Il n'y a qu'à voir comment s'appelle l'obscène projet d'un Musée de la Tolérance.

Une fatigue olfactive.

Nous sommes totalement insensibilisés aux conséquences d'un refus actif de fournir des denrées de base et des moyens de construction pour

1,5 millions de gens à Gaza, dont beaucoup attendent encore pour reconstruire les maisons que nous avons détruites. Nous sommes

indifférents à l'appropriation de terre appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie, au traitement abusif de Palestiniens en règle aux check

points, aux maltraitances et aux expulsions sommaires d'internationaux, aux ordres racistes, antidémocratiques, et, oui, fascistes des rabbins

d'extrême droite, particulièrement de ceux qui ont une position officielle en Cisjordanie.

Le fascisme du tampon.

« Il y a des millions de raisons pour refuser l'entrée en Israël ». Ce sont les mots de la porte parole du gouvernement lundi, quand on l'a

interrogée sur la politique du ministère concernant les frontières, à propos de l'affaire Chomsky. « Il y a peut-être des millions de raisons, mais

essayer de trouver un seul critère pour le refus d'entrée en Israël et vous trouverez une page blanche »

commente l'avocat de l'association pour

les droits civiques, Oded Feller. « le ministère de l'intérieur refuse de les publier, malgré l'ordre de la cour de le faire ».

Le sentiment, que malgré tout, tout va bien.

Il y en aura qui diront que puisque je peux, comme mes collègues de Haaretz, publier ce que je veux, c'est la preuve que nous ne sommes pas

dans un état fasciste, ni dans un régime policier. Le fait est que, si nous n'étions pas des Israéliens Juifs, faisant partie de l'establishment,

chacun de nous pourrait se retrouver à la rue, et avec la même absence de procédure légale ni d'explication légale que Noam Chomsky.

Le sentiment que nous sommes en guerre alors que nous ne le sommes pas.

Application sélective des décisions des cours. Refus courant des mêmes, en particulier par les colons.

Contre vérité à 180 degrés dans la déclaration des autorités que les arabes israéliens et ceux de Jérusalem ont le droit de faire ce qu'ils veulent

alors qu'elles prennent des mesures drastiques en faveur de leurs voisins Juifs.

Faire de la critique du gouvernement un équivalent de la destruction d'Israël.

Cela se répand hors des frontières. A San Francisco, le canari de la mine de la liberté d'expression dans la communauté Juive, la Jewish

Federation, a revu récemment et a retenu les conditions pour accorder des fonds aux organisations.

« La Jewish Federation ne donnera plus de fonds à des organisations qui, dans leurs missions, leurs activités et leurs partenariats ... favorisent,

ou soutiennent, la mise en cause de la légitimité d'Israël en tant qu'état démocratique, Juif, ayant droit à la sécurité, notamment par la

participation au BDS, qu'il soit total ou partiel ».

La ligne directrice est que « les organisations ou les individus, dont les positions sont critiques envers la politique du gouvernement israélien

actuel, tout en étant des partisans du droit à l'existence d'Israël, comme un état juif et démocratique, indépendant et ayant droit à la sécurité »

sont « en général en accord avec notre position politique », mais « un avis préalable du Jewish Community Relations Council (le conseil des

relations publiques de la communauté juive) est fortement encouragé et le programme doit être présenté dans le cadre d'une position

stratégique générale qui doit être en accord avec les valeurs fondamentales de la Jewish Federation ».

Comment tout cela a pu se répandre si loin, et si vite ? A cause d'Israël, les Juifs de la Zone de la Baie (de San Francisco) qui ne croient pas en

un état spécifiquement Juif, vont-ils perdre leur droit à faire partie de la Communauté Juive ? Est-ce que les Juifs qui aiment Israël mais qui

semblent trop critiques, ou qui soutiennent le boycott pour rendre manifestes leurs critiques, vont être excommuniés de fait ?

C'est un pays libre, je crois.

Bradley Burston

Haaretz

Publié 24 mai 2010

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 La lutte de libération nationale est aussi une lutte anti-impérialiste.

LIBÉRER LA PALESTINE

Les internationalistes soutiennent la lutte de libération nationale palestinienne parce que ce combat est juste, il répond aux intérêts des peuples du monde et aux intérêts du prolétariat international.

Toutefois, il ne faut pas s'y tromper le peuple Palestinien mène sa lutte de libération nationale sous la direction de la bourgeoisie palestinienne divisée en deux camps, **le camp des collaborateurs** regroupés autour du Fatah et **le camp des résistants** regroupés autour du Hamas et du Jihad islamique.

Cette lutte de libération nationale est aussi une lutte anti-impérialiste et donc un combat révolutionnaire.

Le camp de la résistance palestinienne fait face aux hordes sionistes, les représentants régionaux des impérialismes états-uniens et ouest-européen.

La résistance palestinienne confronte aussi directement l'Impérialisme états-uniens qui arme lourdement, finance généreusement, entraîne et renseigne systématiquement l'armée sioniste et soutien de multiples façons l'entité sioniste israélienne afin de maintenir à son service cette base militaire permanente. Cette base militaire sioniste-impérialiste vient de se doter de trois sous-marins nucléaires britanniques alors qu'elle possède déjà environ 200 ogives nucléaires suite au transfert de la technologie atomique par le gouvernement socialiste français dans les années soixante. Cette menace nucléaire israélienne est extrêmement préoccupante et dangereuse pour tous les peuples du monde, y compris pour le peuple israélien. L'histoire a mandaté le petit peuple Palestinien, à peine six millions d'individus [1] pour faire face directement à cet immense consortium guerrier (sionisme israélien, impérialisme états-uniens et impérialisme ouest-européen).

Le prolétariat palestinien ne s'est pas imposé en tant que classe dirigeante dans la lutte de libération nationale palestinienne pour différentes raisons conjoncturelles et historiques. L'une de ces raisons étant les carences de l'organisation politique de gauche en Palestine occupée. Lorsqu'une organisation dite de gauche, mène une bataille ouverte et publique contre une quelconque taxe promulguée par le gouvernement légitime de la bande de Gaza encerclée et emmurée, on ne peut pas prétendre que cette organisation a vraiment compris sa mission historique et ce qui est en jeu dans cette gigantesque guerre de résistance qui oppose ce petit peuple courageux aux immenses forces liguées de la réaction mondiale et de l'impérialisme. Une telle fronde publique contre l'administration gouvernementale légitime de Gaza fait le jeu de l'ennemi et révèle aux forces sionistes les contradictions qui secouent le camp de la résistance. Ces problèmes devraient être discutés au sein du Front Uni anti-impérialiste, loin des regards de l'ennemi de classe. Tout autre comportement est une trahison de la lutte anti-impérialiste. Il en est de même de la question religieuse. Seul l'ennemi de classe trouve intérêt à transformer une divergence secondaire en un conflit majeure visant à briser l'alliance de classes au sein du Front Uni indispensable à l'avancée de la lutte révolutionnaire, qui en Palestine occupée et colonisée, passe par la lutte anti-impérialiste de libération nationale.

Par cette carence d'une organisation prolétarienne, la classe ouvrière palestinienne a temporairement abandonné le leadership du camp de la résistance aux mains de la petite bourgeoisie progressiste. Pour ce qui est du camp des collaborateurs son leadership a depuis longtemps complètement renoncé à la lutte révolutionnaire et depuis 1989 (dernier congrès de l'OLP à Alger) [2] il a également renoncé à la lutte anti-impérialiste de libération nationale. En signant les Accords d'Oslo le camp des collaborateurs a parachevé sa trahison de la cause palestinienne. [3]

La petite bourgeoisie nationaliste est une classe intermédiaire entre le prolétariat et la classe capitaliste monopoliste. La petite bourgeoisie professionnelle, commerçante et financière palestinienne est une classe vacillante qui tantôt appuie la lutte de libération nationale et tantôt cherche des compromis avec l'occupant sioniste et ses souteneurs impérialistes.

À l'exemple des collaborateurs regroupés autour de Mahmoud Abbas et consort certains éléments vacillants au sein du Hamas aimeraient participer aux prochaines négociations pour l'établissement d'un bantoustan palestinien sur les 12 % restant de la Palestine mandataire, occupée mais pas encore colonisée. Ces négociations auront lieu sous la présidence de Barak Obama aussitôt qu'il aura réglé ses différends avec le leadership ultra vindicatif que les sionistes ont placé au pouvoir à Tel-Aviv justement en prévision de ces négociations.

Les pressions de la diaspora sioniste autour du « J call – J Street » s'inscrivent dans ce mouvement visant à faire pression sur les dirigeants sionistes actuels afin qu'ils acceptent le compromis de la création d'un bantoustan palestinien sous protectorat israélien dans quelques villes emmurés de la Palestine historique et qu'ils renoncent à leur projet impraticable d'expulser toute la population arabe hors de Palestine. Ces pressions d'un courant sioniste sur un autre courant sioniste révèlent des contradictions dans le camp ennemi sur la façon de mener à bien l'œuvre d'occupation et de colonisation et ne doivent aucunement leurrer le camp de la résistance. Le peuple Palestinien n'a rien à attendre des dieux de la peste.

Toute organisation palestinienne qui participera à ces futurs négociations de la dernière capitulation, négociation qui amèneront les collaborateurs palestiniens à renoncer au droit de retour pour les réfugiés, à renoncer à 88 % de la terre palestinienne, à renoncer à la lutte anti-apartheid dans toute la Palestine occupée, à renoncer à la destruction de l'entité-État sioniste, structure gouvernementale raciste et théocratique érigée par l'impérialisme sur les terres spoliées de la Palestine mandataire afin d'en faire la base d'une colonie guerrière de peuplement; toute organisation disions-nous qui participera à ces négociations de la « dernière chance de capitulation » a déjà renoncé ou renoncera définitivement à la lutte de libération nationale palestinienne.

Quelles sont les tâches des internationalistes ?

Les internationalistes en Palestine, tous comme ceux dans le reste du monde, soutiennent de façon indéfectible la lutte de libération nationale palestinienne et son leadership anti-impérialiste. À défaut de diriger eux-mêmes le mouvement, ils doivent impérativement supporter le courant progressiste anti-impérialiste au sein du camp de la résistance afin de le raffermir, de le consolider et ainsi l'arracher aux forces du compromis, de la négociation et de la capitulation. Seuls les collaborateurs avec l'occupant affichent leurs divergences, font étalage de leurs contradictions et développent tout sujet de discorde en contradiction antagoniste, cherchant par là à démanteler le Front Uni. L'impératif de l'union dans un large Front Uni anti-impérialiste prime sur tout.

Les organisations de la résistance palestinienne ne sont pas opposées à toute négociation.

Le camp de la résistance s'oppose à une négociation dont l'agenda est totalement déterminé par les sionistes et les puissances impérialistes. Des négociations ne devraient survenir qu'au moment où le rapport de force sur le terrain sera favorable au camp de la résistance. En ce moment la force du peuple Palestinien réside dans sa résilience, sa tenace résistance et sa démographie. Laissons le temps agir en faveur du peuplement palestinien. Les forces de la réaction sioniste ont parfaitement compris cette dynamique démographique et elles s'activent fébrilement pour emmurer toute la population palestinienne, y compris les palestiniens de 48 qui seront forcés de migrer dans les quelques villes du bantoustan avant qu'ils ne soient trop tard pour les sionistes. Par ailleurs, les organisations internationalistes ne doivent jamais se dissoudre et se fondre à l'intérieur des organisations anti-impérialistes de la petite bourgeoisie et elles doivent à l'exemple du Parti communiste libanais conserver leur entière autonomie organisationnelle à l'intérieur du Front Uni anti-impérialiste. Si les internationalistes mènent correctement la stratégie d'un large Front Uni anti-impérialiste, un jour, au plus fort de la tempête anti-impérialiste, ils seront les seuls à demeurer en poste et à offrir un leadership révolutionnaire aux masses du peuple et au prolétariat en Palestine comme ailleurs dans le monde, alors viendra le temps de prendre la rose et de danser. Soutenons le camp de la résistance palestinienne.

[1] Non compris la partie du peuple Palestinien vivant dans les camps de réfugiés dans différents pays du Proche-Orient, non plus que la population palestinienne disséminée à travers le monde.

[2] C'est à son dernier congrès, en 1989 à Alger, que l'OLP a reconnu l'entité sioniste comme État légitime, a accepté les conséquences de la Naqba, a renoncé à libérer la totalité de la Palestine mandataire et s'est résignée à tenter d'édifier un État palestinien sous protectorat israélien en Cisjordanie occupée et à Gaza. Nous savons aujourd'hui que même cette promesse sioniste d'un État palestinien sur le restant des 18 % des terres palestiniennes pas encore colonisées n'était qu'une fumisterie.

[3] Pour en finir avec Oslo. Jihad islamique.

SAMIDOUN –

1^{er} mai 2010

[Lhttp://www.aloufok.net/spip.php?article1722](http://www.aloufok.net/spip.php?article1722)

<http://www.robertbibeau.ca/palestine/liberer.doc>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

1-2 Maidhc Ó Cathail : Le prochain 11 septembre sera-t-il concocté en Israël ?

Citant la possibilité qu'une organisation terroriste s'empare d'armes nucléaires comme une des plus grandes menaces pesant sur la sécurité des Etats-Unis, Barack Obama a persuadé quarante-six pays, lors du récent Sommet de la Sécurité Nucléaire de se mettre d'accord afin de mettre en sécurité le matos nucléaire en vadrouille de par le vaste monde.

Ceux des dirigeants qui étaient venus à Washington auraient pu faire davantage pour éviter une attaque nucléaire, toutefois, s'ils avaient eu la présence d'esprit de demander des comptes au président américain sur ses propres bombes nucléaires égarées...

Certes, le Président Obama peut très bien ne même pas être au courant de l'échec patent des Etats-Unis à sécuriser ses matériels nucléaires et son savoir-faire en la matière contre la prédation de son prétendu « allié le plus intime ».

Mais dès lors qu'Obama est désireux de ne même pas « spéculer » quant à la question de savoir quel pays, au Moyen-Orient, peut bien avoir la bombinette, l'on pouvait difficilement s'attendre, de sa part, à reconnaître la manière dont il a bien pu se la procurer.

Dans un récent article du site Antiwar.com, intitulé à très juste titre Les bombes atomiques de l'Amérique égarées en Israe, Grant F. Smith, directeur de *The Institute for Research : Middle Eastern Policy* (IRMEP) et auteur de l'ouvrage *Spy Trade : How Israel's Lobby Undermines America's Economy* [Le commerce de l'espionnage : Comment le lobby sioniste sape l'économie des Etats-Unis], démontre la manière dont « les Etats-Unis sont une passoire pour l'espionnage nucléaire israélien ».

Le vaste réseau de contrebande massive d'armements mis sur pied par David Ben Gourion aux Etats-Unis dans les années 1940 avait réussi à se doter d'une branche nucléaire en moins d'une décade, indique Smith.

L'achat de l'aciérie de la société *Apollo Steel Company*, en Pennsylvanie, fut financé par David Lowenthal, un ami intime du premier Premier ministre israélien, et ancien membre de la Haganah, précurseur de l'armée israélienne. L'année suivante, le Dr. Zalman Shapiro, président du conseil d'administration d'une organisation sioniste américaine locale, incorporait la *Numec* (Nuclear Materials and Equipment Corporation) à la société Apollo. Très vite, la *Numec* recevait d'importantes quantités d'uranium hautement enrichi et de plutonium de la société *Westinghouse* et de la Marine américaine, à des fins de recyclage nucléaire.

Dans les années 1960, la Commission de l'Energie Atomique [Atomic Energy Commission - AEC] commença à soupçonner des failles en matière de sécurité à la *Numec*, allant jusqu'à envisager de suspendre ses « élaborations d'armes classées ». En 1965, un audit de l'AEC constata que 220 livres d'uranium hautement enrichi n'étaient pas répertoriées.

L'année suivante, le FBI diligenta sa propre enquête, sous le nom de code *Project Divert*, afin de surveiller le management de la *Numec* et les nombreux visiteurs israéliens qui y venaient.

Néanmoins, le détournement de matières fissiles vers Israël continua de plus belle. Après la visite de quatre Israéliens, dont l'agent du Mossad Rafi Eitan, le 10 septembre 1968, 587 livres supplémentaires d'uranium hautement enrichi avaient disparu. Toutefois, l'espionnage nucléaire israélien contre les Etats-Unis n'a pas pris fin avec l'accession d'Israël au club nucléaire, à la fin des années 1960. Comme l'a révélé un ex-interprète du FBI, Sibel Edmonds, son réseau de contrebande reçut l'aide cruciale de trois officiels de haut-rang au sein de l'administration George W. Bush. Tous trois avaient des liens étroits avec le complexe militaro-industriel israélien.

D'après notre tireur de signal d'alarme du FBI, Richard Perle et Douglas Feith ont fourni à Marc Grossman, troisième plus haut officiel au Département d'Etat, une liste d'employés de la Défense qui avaient accès à des informations sensibles, dont la technologie nucléaire. Cette liste comportait aussi des détails personnels hautement sensibles, comme les préférences sexuelles, les problèmes avec le jeu ou l'alcool, et ce qu'il leur restait à rembourser de leur emprunt d'accession à la propriété. A la suite de quoi, Grossman refila cette information à des agents israéliens et turcs, qui s'en servaient pour « ferrer » ces officiels du Pentagone. De plus, comme en a témoigné Edmonds lors d'un procès dans l'Ohio, les agents étrangers avaient recruté des agents dormants « dans pratiquement toutes les principales centrales nucléaires des Etats-Unis ». Israël et la Turquie s'étant emparés de ce qui les intéressait parmi ces secrets chapardés, leurs agents offraient ce qui en restait au plus offrant. Comme l'a dit Edmonds au Sunday Times, à l'American Conservative et au site Military.com, les secrets nucléaires ont été vendus au marché noir, c'est-à-dire là où n'importe qui - y compris quelqu'un appartenant à Al-Qa'ida - pouvait les acheter.

Ainsi, il semblerait que ceux qui crient le plus fort à propos de la menace terroriste - j'ai nommé les néocons tels que Perle, Feith, Grossman et leurs homologues israéliens - sont précisément ceux qui sont en train d'aider les terroristes, fusse indirectement, à acquérir ces armes de destruction tellement convoitées.

Mais pour quelle raison, pourrait-on raisonnablement s'interroger, des agents israéliens aident-ils leurs ennemis supposés à s'emparer de la bombe ?

Eh bien, quel serait le résultat probable, au cas où les pires craintes d'Obama - une attaque nucléaire contre les Etats-Unis ou l'un de leurs alliés devenaient réalité ?

Sans égard aux faits, des pays islamiques - très vraisemblablement l'Iran ou le Pakistan, seraient accusés d'aider les terroristes. Et il n'est nul besoin d'avoir un doctorat ès-théorie des jeux pour prédire ce que serait la réaction de l'Amérique. Les représailles seraient si rapides et si dévastatrices que les malfaiteurs pourraient bien envier le sort des Irakiens après l'invasion de leur pays, victimes, eux aussi, d'une opération de diversion israélienne.

Si, comme Benjamin Netanyahu en personne l'a avoué, les attentats du 11 septembre 2001 avaient été « excellents » pour Israël, alors un 11 septembre nucléaire pourrait être encore meilleur. Tandis que les effets sidérants de cet événement traumatisant, voici neuf ans, ont commencé à se dissiper et que les Américains remettent de plus en plus en question le coût d'une alliance unilatérale, un tel attentat nucléaire pourrait même être jugé, par d'aucuns, indispensable...

Maidhc Ó Cathail

3 mai 2010 - Dissident Voice –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://dissidentvoice.org/2010/05/t...>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8676

1-3 La France et sa politique sélective.

Les politiques sélectives et à double standard constituent un phénomène connu et courant, dans la vie politique des pays occidentaux, mais certains pays semblent beaucoup plus affectés par ce phénomène que d'autres, de sorte que la vie politique de ces pays se caractérise, en fait, pas une hypocrisie profonde et structurelle. A titre d'exemple, nous pouvons parler ici de la politique ambiguë et le comportement hypocrite de la classe politique, en France, envers les Sionistes et les Musulmans.

Dans ce pays de l'Europe occidentale, la communauté musulmane constitue la plus grande minorité religieuse, avec une population qui s'élève à plusieurs millions d'âmes. Cependant, il arrive, plusieurs fois par an, que des mosquées, des lieux de culte ou des cimetières des Musulmans français soient profanés par des extrémistes et des groupes fanatiques, sans que cela suscite la moindre réaction de la part des responsables politiques du pays.

Par contre, si le moindre incident se produit, à l'encontre d'un Juif, les autorités politiques les plus hautes de la France sont obligées de s'exprimer à ce sujet, de faire part de leur compassion et de leur solidarité avec les Juifs, les Sionistes et Israël, et de rappeler qu'ils soutiendront, dans tous les cas, les intérêts des Sionistes et de l'entité israélienne.

Récemment, les médias français ont tous diffusé des reportages concernant un jeune juif qui a été victime de la violence urbaine, dans la ville de Strasbourg. Il est intéressant de savoir que, quelques semaines avant cet incident, un groupe armé avait attaqué une mosquée, près de Nantes, acte de violence auquel les médias français n'avaient accordé aucune couverture. Cette approche discriminatoire et sélective, en faveur des Sionistes et au détriment des Musulmans, fait partie, en réalité, d'une machination politique, sociale et culturelle orchestrée par les Sionistes.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement a lancé un débat officiel portant sur l'identité nationale. L'objectif de ce débat est de présenter une nouvelle définition de l'identité nationale française, de sorte que plusieurs groupes et tranches de la population soient exclus de cette définition. Dans le même temps, le gouvernement français a proposé un autre débat officiel sur le port

de la Burka, afin d'attiser le feu de l'islamophobie, en France.

A ce propos, l'opposition insiste, à juste titre, sur le fait que ces débats inutiles et controversés sont intervenus, au moment où la société française souffre de problèmes très graves, sur les plans, économique et social. En réalité, l'objectif de la classe dirigeante est de détourner l'attention de l'opinion publique de l'incompétence du gouvernement, dans les domaines, économique et social, et d'instrumentaliser la question de l'identité nationale et de l'islamophobie, pour obtenir les votes de l'extrême droite aux élections.

Après l'incident de Strasbourg, le ministre français de l'Intérieur, Brice Hortefeux, s'est déclaré solidaire avec la communauté juive française, tandis qu'après les attaques contre les mosquées et les cimetières musulmans, aucun officiel ne s'est exprimé pour condamner ces actes. En effet, le jour où l'incident de Strasbourg s'est produit, le ministre de l'Intérieur a adressé, officiellement, une lettre au président du Conseil de la représentation des institutions juives, en France, (Crif), pour exprimer sa sympathie et sa solidarité avec les Juifs. Dans cette lettre, il a déclaré que l'agression contre un Juif à Strasbourg était l'œuvre d'une personne qui souffrait de troubles mentaux.

L'attitude discriminatoire du gouvernement français envers les deux communautés, musulmane et juive, témoigne de l'influence grandissante des milieux sionistes sur la classe politique et les médias français. L'opinion publique française se souvient, encore, de la guerre d'Algérie. Les Français issus de l'immigration n'ont pas oublié que leurs pays d'origine, autrefois, colonies françaises, avaient, longtemps, souffert et que leurs pères avaient lutté courageusement, pour obtenir leur indépendance. Les Français s'interrogent, aujourd'hui, sur les racines de l'indifférence des responsables officiels envers les droits des minorités, et s'inquiètent de la violation des libertés fondamentales, en France.

10/05

<http://french.irib.ir/index.php/analyses/articles/item/94718-la-france-et-sa-politique-selective>

1-4 Myriam Abraham : Une Escroquerie Financée Par Les US Vendue A l'OTAN. Système De Missiles De Défense Israélien Iron Dome :

Les Israéliens se servent généreusement dans les caisses des contribuables américains avec l'aide d'Obama pour financer un système de missiles anti roquettes qui selon des experts israéliens est onéreux et inefficace et en plus cherche à le vendre à certains pays européens membres de l'OTAN. Comme d'habitude les Palestiniens de Gaza serviront de cobayes pour le tester.

Ce nouveau système de défense de missiles anti roquettes construit par Rafael une entreprise étatique d'armement israélien est supposé fournir une protection aux villes israéliennes contre des attaques à la roquette venant de la Bande de Gaza et du Liban.

Israël reçoit chaque année 3 milliards de dollars d'aide militaire américaine mais Obama dans sa grande générosité vient d'allouer 205 millions de \$ de plus à Israël pour la construction de cet « Iron Dome » car selon certains responsables de son administration ce système: *« est une réponse à la menace existentielle immédiate pour chaque citoyen israélien »*.

Pourtant les critiques les plus virulentes sur l'inefficacité de ce système de missiles anti roquettes émanent d'experts israéliens notamment de Reuven Pedatzur professeur à l'Université de Tel Aviv et réputé comme analyste militaire.

Pedatzur considère que malgré l'inefficacité de l'Iron Dome et d'autres systèmes de défense de missiles : *« Pour les industries aéronautiques et de défense c'est une question d'argent ; et pour les politiques leur soutien à de tels projets leur permet de dire à l'opinion publique qu'ils font quelque chose, qu'ils essaient de trouver des réponses aux menaces auxquelles nous sommes confrontés.*

« L'Iron Dome c'est une escroquerie totale, Le temps de vol d'une roquette Kassam jusqu'à Sderot est de 14s tandis que le temps nécessaire à l'Iron Dome pour identifier la cible et pour tirer dessus est de l'ordre de 15s. Cela veut dire qu'il ne peut assurer la défense contre quelque chose tiré de moins de 5 kilomètres ; mais il ne peut probablement pas non plus contre quelque chose tiré de 15 km. »

Chaque missile de l'Iron Dome coûte environ 100 000 \$ ce qui veut dire si on fait confiance à l'expertise de Pedatzur dans ce domaine que c'est des centaines de milliers de dollars qui s'évanouiront dans les airs sans parler du coût de construction de ce système Iron Dome.

Pourtant, Israël s'est empressé de proposer de vendre l'Iron Dome à certains pays de l'OTAN.

En Mars dernier le ministère de la défense israélienne a entamé des discussions avec certains pays européens membres de l'OTAN pour vendre ce système de missiles courte portée de défense. Ce système est supposé faire barrage à des roquettes tirées de quelques kilomètres et aucun conflit armé entre pays européens membres de l'OTAN n'est en cours où prévu à terme.

En fait Israël compte vendre ce système pour qu'il soit utilisé en Afghanistan par les pays d'Europe membres de l'OTAN qui ont des troupes déployées sur le terrain. L'Iron Dome est supposé faire barrage aux tirs de roquettes des Talibans.

L'industrie de l'armement israélien tire déjà largement profit de la guerre en Afghanistan grâce aux drones vendus à certains pays européens membres de l'OTAN et déployés dans le ciel afghan. On sait que ces drones servent non seulement à espionner la résistance afghane mais également comme engin de mort tirant des missiles qui tuent souvent des civils afghans.

Ces drones ont été expérimentés dans les territoires occupés palestiniens et plus récemment lors de la guerre contre la population civile de GAZA en 2008-2009, l'Opération Plomb Durci. Des civils palestiniens ont été incinérés vivants par ces tirs de missiles tueurs

Les forces armées israéliennes ont créé un nouveau bataillon au sein de l'armée de l'air pour faire fonctionner l'Iron Dome et ont repéré des positions le long de la frontière avec la Bande de Gaza pour le déployer (les

lanceurs de missiles avec radar pour détecter les roquettes).

Une nouvelle offensive israélienne contre la Bande de Gaza n'est pas exclue compte tenu de l'agressivité perpétuelle sioniste manifestée contre les Palestiniens. Cette offensive permettrait de tester live un nouveau système de missiles israéliens financé par les US.

Ce n'est pas la première fois qu'Israël utilise la Bande de Gaza et les Palestiniens qui y vivent respectivement comme terrain d'entraînement et comme cobayes humains pour le compte des profiteurs de guerre Israéliens mais aussi Américains et Européens.

Myriam Abraham

Dimanche 16 Mai 2010

http://www.planetenonviolence.org/Systeme-De-Missiles-De-Defense-Israelien-Iron-Dome-Une-Escoquerie-Financee-Par-Les-US-Vendue-A-l-OTAN_a2189.html

1-5 Youssef Boussoumah : Le colonial, le criminel de guerre et la supplétive indigène.

Jeudi 15 avril 2010, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, digne représentant du très colonialiste parti socialiste, le président israélien Shimon Pérès, responsable en tant que 1er ministre, de l'invasion du Liban de 1996 et du massacre de 100 civils réfugiés dans un abri du village de Cana et Rachida Dati, maire du 7^e arrondissement de la capitale, préposée indigène aux basses œuvres judiciaires de la république sarkozienne, ont inauguré en grandes pompes, l'esplanade Ben Gourion, du nom du fameux criminel de guerre israélien.

Ce dernier, grand organisateur de l'expulsion de 800 000 Palestiniens en 47/48 mais aussi grand pourvoyeur de charniers à Tantura, Lyda et autres villes, comme à Acre, Jaffa ou Haïfa est aussi celui qui très cyniquement pronostiquait et misait sur la disparition des Palestiniens en tant que peuple, amené selon lui, à se perdre progressivement dans les limbes de l'Histoire. Mais loin s'en faut, il n'y a pas que de l'opportunisme dans la décision de Delanoë. Plus qu'une fraternité d'armes, celle établie entre l'Israël de Ben Gourion et la France du socialiste Guy Mollet en 1956, aux fins d'agresser l'Égypte de Nasser, il y a aussi une véritable fascination. Celle que peut éprouver le dirigeant d'un parti, le P.S., pour un maître du genre colonial, qu'il reconnaît comme son inspirateur.

Ainsi, l'un des plus beaux sites de la capitale sera désormais dédié à celui qui a fait le malheur du peuple palestinien. Il s'agit d'une allée en bord de Seine, faisant face au musée du quai Branly, consacré aux arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Océanie. On ne saurait trouver mieux que la proximité de cette nouvelle mouture du musée des colonies dont d'ailleurs il a hérité d'une grande partie des collections, pour honorer le souvenir abject du fondateur d'une des pires entreprises coloniales européennes. Que Delanoë s'en réjouisse, libre à lui, mais qu'il sache que, politiquement parlant, il devra en assumer toutes les conséquences. Et surtout, pour prétendre faire bonne mesure, pas question que d'ici quinze jours, il nous propose en consolation, une de ses bougnouleries dont il a le secret. Une quelconque impasse des Mille et une nuit ou une possible ruelle de la danse du ventre, un susucre en somme. La question est politique et la promenade Ben Gourion est une infamie irrattrapable qui arrive après tant d'autres. Comme le quasi jumelage de Paris avec Tel Aviv, la place Théodor Herzl ou les festivals culturels franco israéliens. Cependant, par honnêteté, il nous faut évoquer également l'attitude hypocrite des élus d'autres partis de gauche qui, présents en juillet 2008 au Conseil de Paris, lors du vote de la décision de cette inauguration, n'avaient pas jugé bon s'y opposer. Aujourd'hui, afin de racheter leur turpitude, ils poussent des cris d'orfraies et revendiquent, pour contrebalancer, disent ils, la promenade Ben Gourion, une rue Arafat. Qu'ils sachent qu'on ne compense jamais une infamie. Pourrait on compenser l'inauguration d'un boulevard Adolf Hitler par une avenue Jean Moulin, une avenue général Massu par un boulevard Maurice Audin ?

En tout cas, cela indique bien, si besoin était, les limites de la confiance anti coloniale pouvant être accordée à ces partis. Et si nous, nous faisons confiance à la grande crue décennale qui s'annonce pour engloutir sous les eaux, la promenade Ben Gourion, c'est bien sur notre parti anti colonial, le PIR, aux côtés d'autres anticolonialistes conséquents, que nous comptons pour contribuer à refermer définitivement sur le P.S, le couvercle de la poubelle de l'histoire qui déborde de ses déjections.

Youssef Boussoumah

21 Avril

Youssef Boussoumah, [membre du Parti des Indigènes de la République](#)

Source: [Les Indigènes de la République](#)

tiré d'investig'Action

1-6 Les politiques sélectives et à double standard constituent un phénomène connu et courant, dans la vie politique des pays occidentaux,

Les politiques sélectives et à double standard constituent un phénomène connu et courant, dans la vie politique des pays occidentaux, mais certains pays semblent beaucoup plus affectés par ce phénomène que d'autres, de sorte que la vie politique de ces pays se caractérise, en fait, pas une hypocrisie profonde et structurelle. A titre d'exemple, nous pouvons parler ici de la politique ambiguë et le comportement hypocrite de la classe politique, en France, envers les Sionistes et les Musulmans.

Dans ce pays de l'Europe occidentale, la communauté musulmane constitue la plus grande minorité religieuse, avec une population qui s'élève à plusieurs millions d'âmes. Cependant, il arrive, plusieurs fois par an, que des

mosquées, des lieux de culte ou des cimetières des Musulmans français soient profanés par des extrémistes et des groupes fanatiques, sans que cela suscite la moindre réaction de la part des responsables politiques du pays. Par contre, si le moindre incident se produit, à l'encontre d'un Juif, les autorités politiques les plus hautes de la France sont obligées de s'exprimer à ce sujet, de faire part de leur compassion et de leur solidarité avec les Juifs, les Sionistes et Israël, et de rappeler qu'ils soutiendront, dans tous les cas, les intérêts des Sionistes et de l'entité israélienne.

Récemment, les médias français ont tous diffusé des reportages concernant un jeune juif qui a été victime de la violence urbaine, dans la ville de Strasbourg. Il est intéressant de savoir que, quelques semaines avant cet incident, un groupe armé avait attaqué une mosquée, près de Nantes, acte de violence auquel les médias français n'avaient accordé aucune couverture.

Cette approche discriminatoire et sélective, en faveur des Sionistes et au détriment des Musulmans, fait partie, en réalité, d'une machination politique, sociale et culturelle orchestrée par les Sionistes.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement a lancé un débat officiel portant sur l'identité nationale. L'objectif de ce débat est de présenter une nouvelle définition de l'identité nationale française, de sorte que plusieurs groupes et tranches de la population soient exclus de cette définition. Dans le même temps, le gouvernement français a proposé un autre débat officiel sur le port de la Burka, afin d'attiser le feu de l'islamophobie, en France.

A ce propos, l'opposition insiste, à juste titre, sur le fait que ces débats inutiles et controversés sont intervenus, au moment où la société française souffre de problèmes très graves, sur les plans, économique et social. En réalité, l'objectif de la classe dirigeante est de détourner l'attention de l'opinion publique de l'incompétence du gouvernement, dans les domaines, économique et social, et d'instrumentaliser la question de l'identité nationale et de l'islamophobie, pour obtenir les votes de l'extrême droite aux élections.

Après l'incident de Strasbourg, le ministre français de l'Intérieur, Brice Hortefeux, s'est déclaré solidaire avec la communauté juive française, tandis qu'après les attaques contre les mosquées et les cimetières musulmans, aucun officiel ne s'est exprimé pour condamner ces actes. En effet, le jour où l'incident de Strasbourg s'est produit, le ministre de l'Intérieur a adressé, officiellement, une lettre au président du Conseil de la représentation des institutions juives, en France, (Crif), pour exprimer sa sympathie et sa solidarité avec les Juifs. Dans cette lettre, il a déclaré que l'agression contre un Juif à Strasbourg était l'œuvre d'une personne qui souffrait de troubles mentaux.

L'attitude discriminatoire du gouvernement français envers les deux communautés, musulmane et juive, témoigne de l'influence grandissante des milieux sionistes sur la classe politique et les médias français. L'opinion publique française se souvient, encore, de la guerre d'Algérie. Les Français issus de l'immigration n'ont pas oublié que leurs pays d'origine, autrefois, colonies françaises, avaient, longtemps, souffert et que leurs pères avaient lutté courageusement, pour obtenir leur indépendance. Les Français s'interrogent, aujourd'hui, sur les racines de l'indifférence des responsables officiels envers les droits des minorités, et s'inquiètent de la violation des libertés fondamentales, en France.

10/05

<http://french.irib.ir/index.php/analyses/articles/item/94718-la-france-et-sa-politique-selective>

2 Annexe

2-1 eva R-sistons à l'intolérable : Tout va pour le mieux, dans le meilleur des nouveaux mondes !

Tout va très bien, Mme la Marquise !

Le monde se porte à merveille. La preuve, c'est qu'on nous le dit dans les Médias.

Elle est pas belle, la vie ? Et les Médias sont dignes de confiance, naturellement ! La preuve, nous arrivons en 43 e position en matière de liberté d'information.

Il y a pire ! Donc, soyons heureux. De gré ou de force !

Et en Europe, tout va très bien Mme la marquise, comme ailleurs: Les monnaies plongent, les Etats sont surendettés, ils sont même au bord de la faillite. Toutes les protections sautent, et les citoyens perdent leurs emplois, leurs activités, leurs foyers, leurs familles. Tous sdf ?

Et alors, c'est la liberté ! A nous le toit du monde ! Le bonheur est dans la rue. Certains lanceront les pavés de la colère ? Le Traité de Lisbonne, imposé aux bonnes gens, a prévu leur cas: Peine de mort pour les émeutiers. Le bonheur est dans le cimetière !

Comme je l'ai écrit récemment, en actualisant un peu : Le Pouvoir en Allemagne tangué, l'Anglais est divisé, la Belgique est au bord de la scission, la Grèce est sur le point d'exploser, la France de Sarkozy est contestée, la Pologne est décimée, et le tout est incapable de faire front commun à l'heure des périls, sauf pour s'enchaîner à l'OTAN et donc aux guerres impériales. La boucle est bouclée ! En Europe, tout va très bien Mme la Marquise.

Et ailleurs ?

Les marées sont noires, le climat se réchauffe et on grelotte comme jamais, les peuples premiers sont chassés de leurs terres par les employés des Compagnies pétrolières, les eaux des rivières sont polluées, et les récalcitrants sont parqués, enfermés, torturés ou exterminés, comme au bon vieux temps des Peaux-Rouges. Le bonheur est dans ce qui reste des forêts tropicales...

Aux Etats-Unis, l'American Way Of Life se résume au document que je viens de voir sur les Chaînes Parlementaires: Les retraités travaillent jusqu'à la mort. Une dame de 93 ans est filmée en train de travailler, le document lui est dédié; elle est morte pendant le tournage, en pleine activité. Le travail ne tue pas, le ridicule, oui. La première valeur moderne, aujourd'hui, c'est le travail (quand il y en a, ce qui est un autre débat). Cotisez pour votre retraite, bonnes gens, vous ferez la fortune des Caisses de Retraite.

Au moins ! Donc, soyons heureux.

Au fait, les gangs ne se sont jamais portés aussi bien. Les jeunes peuvent, s'ils préfèrent, s'enrôler pour l'Armée, premier employeur aux USA. On a les emplois que l'on peut !

Vous ne pouvez pas payer les frais d'inscription à l'Université (quelques milliers d'euros) ? Direction l'Armée. Même chose pour les candidats à l'intégration. C'est le moyen le plus sûr, si vous revenez du champ de bataille, si vous ne devenez pas fou au retour, si vous n'êtes pas handicapé pour toujours. Vous êtes passés au travers des gangs, de l'Armée, des guerres, de l'Hôpital, du cercueil, de l'Asile ? Soyez heureux, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. C'est ce que doivent penser, aussi, tous les Américains qui dorment aujourd'hui à la belle étoile, au mieux dans leur voiture ou sous tente. Le bonheur est dans les prés !

En Inde, les OGM se répandent, progrès oblige. La plus grande démocratie du monde, américaine bien entendu, les impose aux paysans. Ils les goûtent, puisqu'on les y a contraints, et ils se suicident après avoir été ruinés. Tout va pour le mieux, dans le meilleur des mondes possibles ! Anglo-saxon, cela va sans dire.

A Gaza, la prison est à ciel ouvert. Oui, à l'air libre, et tout le monde y a droit. De quoi vous plaignez-vous, bonnes gens ? Vous pouvez vous baigner et même pêcher, à condition de ne pas vous éloigner de quelques mètres. Le bonheur pour tous ! Et vos enfants n'ont pas besoin de billes. Ils jouent à lancer des pierres sur les soldats qui stationnent dans leurs villes, et reçoivent des balles. Et puis, ils n'ont pas besoin de s'amuser à la guerre, elle est partout. La surpopulation ? Pas chez eux, bientôt ! Gaza est le champ d'expérimentation favori des nouvelles armes du peuple élu. Avec à la clef des malformations pour tous les nouveaux nés. L'eau ? Détournée. Et retournée au fournisseur malgré lui polluée, usée. Inutile de construire une maison, une fac, une usine, un aéroport, ils sont aussitôt bombardés. Les enfants jouent dans les ruines, pas besoin de parcs d'attractions. Vous êtes écologiste ou cultivateur ? Regardez les oliveraies ou les champs, ils franchissent la frontière. A moins que les frontières ne franchissent les lois internationales...

Vous avez dit flexibilité ? C'est ça, la modernité, sans doute. Votre conjoint fait un voyage à l'étranger ? Adieu le conjoint. La loi du retour est pour le peuple si bien élu. De qui, au fait ? Ah, de Yahvé. Ya bon Yahvé ! Allez, la vie est belle, à Gaza, puisque les Médias ne nous disent pas qu'elle ne l'est pas.

En Afrique, les âmes charitables de France, ont partagé leurs réserves de sang contaminé avec les descendants des esclaves. 30 % d'Africains malades du Sida ! Au moins. Ceux qui ne le sont pas sont priés d'accueillir les décharges nucléaires, ou les VIP d'Areva, ou les spécialistes du pillage des ressources. Et de bien les accueillir, s'il vous plaît ! S'ils s'avisent de choisir un Lunumba, pas de quartier ! Et s'ils ne sont pas contents de leur sort, s'ils rêvent de goûter aux bienfaits de l'Occident, voici les requins, le désert ou les camps de transit ou d'internement. Tout est décidément pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ! Les guerres ne sont plus locales, défensives, exceptionnelles, elles deviennent planétaires, préventives, permanentes, nucléaires même, en tous cas avec les armes de destruction massive les plus modernes. On peut même se mettre devant un écran et viser, de chez soi, confortablement installé, les petites créatures humaines.

Et nouveauté suprême, les guerres sont silencieuses; pas de publicité, surtout ! Le coup de l'Irak, très médiatisé, très spectaculaire, c'est fini. Le progrès, là encore ! L'American way of life happy.

L'Irak ? Oui, un million et demi de morts, sans compter toutes les victimes de l'embargo. Et les blessés, les handicapés, les réfugiés (quatre millions, dit-on)... Le bonheur complet, apporté par les missionnaires anglo-saxons, grands amateurs de liberté, disent-ils, et pourvoyeurs de démocratie devant l'Eternel, chargés par ce Dernier, cela va sans dire, mais en le disant cela va mieux, de répandre le Bien sur la planète, en implantant partout des bases militaires pour permettre aux autochtones de goûter leurs bienfaits, et en bombardant les récalcitrants à leurs Révolutions permettant à chacun d'en voir de toutes les couleurs...

Après la Yougoslavie, en Europe même - mais en Europe slave ! - , voici les bombardements en Irak ou en Afghanistan, au Yémen, au Pakistan, au Soudan, etc etc, ils sont partout, ces bons soldats Américains ! Même à Haïti, où ils font de l'aide humanitaire à la pointe des fusils. Pour les remercier, on les reçoit en déroulant des tapis bien rouges.

Oui, très rouges... Le rouge est la couleur du bonheur !

Couleur sang, pas couleur pouvoir populaire.

Chavez porte une chemise rouge... pour combien de temps encore ? Au Honduras, le rouge est celui du sang des martyrs. Ils ont osé soutenir leur Président ! Les Américains ont imposé leur vision du bonheur. Allons, tout va pour le mieux dans le monde du Nouvel Ordre, imaginé par les Anglo-Saxons !

Encore une marque de leur sollicitude ? Des murs partout. Entre les hommes, entre les groupes religieux, entre les ethnies, entre les riches et les pauvres, entre les militaires et les civils, entre les autochtones et les étrangers...

Choisissez votre mur, Msieur-Dame ! Pas de bonheur sans mur. On a célébré la chute du Mur de Berlin ? Celui de l'argent l'a remplacé. Et celui-là est coriace !

Allons, bonnes gens, réjouissez-vous ! Les Décideurs, les vrais, pas ceux qu'on met en avant, les vrais, donc, s'amuse à programmer des conflits militaires, des pandémies, des crises, des guerres économiques... Ils ne savent plus quoi inventer pour faire notre bonheur: Les pesticides, Haarp, le Codex Alimentarius, les boucliers fiscaux ou anti-missiles, etc, etc !

Et le bonheur passe évidemment par la compétition. Citoyens, battons-nous les uns contre les autres ! C'est l'ultime forme de la félicité moderne. Aimons notre prochain à condition qu'il soit terrassé, par terre, et aimons surtout l'argent. L'Argent ! L'Argent-Dieu. Dieu-Mâmon, bien sûr ! C'est la foi d'aujourd'hui. Elle nous promet le bonheur sur terre, et une éternité de délices avec le Bon Dieu... ou le diable. On n'arrête pas le progrès !

Réjouissez-vous, bonnes gens. Tout est pour le mieux dans le meilleur des nouveaux mondes. Et décidément, plus que jamais, tout va très bien, Mme la Marquise !

Eva R-sistons à la barbarie de cette civilisation.

[eva R-sistons à l'intolérable](#)

2-2 Pour la solidarité avec la cause palestinienne

A l'appel du Parti Communiste libanais, du Front populaire pour la libération de la Palestine, du Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine et du Parti du peuple palestinien, une rencontre de solidarité avec le peuple palestinien s'est tenue, le jeudi 13 mai, au syndicat de la presse libanaise.

Ont participé à cette réunion, en plus des représentants des quatre partis précités, les représentants du Parti socialiste progressiste, le Courant patriotique libre, le Mouvement Amal, le Part nationaliste syrien, l'Organisation de l'action communiste, le Front de libération palestinien, le Parti du dialogue national, la Tribune de l'unité nationale, la Ligue des enseignants du secondaire, la Fédération de transport, la Fédération nationale des ouvriers et employés au Liban, la Ligue des droits de la femme libanaise, le parti démocratique populaire, la Ligue des travailleurs, le Mouvement FATH, le Front de la lutte populaire palestinienne, le Parti démocratique libanais, le Comité de suivi des anciens détenus libanais en Israël et le Congrès populaire libanais.

Les interventions

La réunion fut ouverte par l'intervention du président du syndicat de la presse, Mohammad Baalbaki, qui a insisté sur la nécessité de l'union des forces politiques palestiniennes. Puis, ce fut Dunia Khodr, membre du BP du Parti du peuple palestinien, qui présenta le projet du communiqué commun.

La dernière intervention, faite au nom des quatre partis, fut présentée par Khaled Hadadah, Secrétaire général du PCL, qui donna un aperçu des problèmes endurés par le peuple palestinien en Cisjordanie et dans le secteur de Gaza, insistant sur le rôle des Etats-Unis dans toutes les agressions contre les Palestiniens, mais aussi contre les peuples arabes en Irak, au Yémen, au Soudan, en Syrie et au Liban. Hadadah a aussi évoqué l'aide illimitée que Washington et ses alliés européens dispensent à

Israël, tant sur le plan militaire qu'économique et politique, rappelant à ce propos la décision des membres de l'OCDE d'accepter la candidature de ce pays, malgré qu'il ait intégré les territoires qu'il occupe aux plans présentés à cet organisme...

Hadadah a appelé les responsables palestiniens à s'unir et à proclamer sans plus tarder la formation de l'Etat palestinien indépendant. Il a demandé au gouvernement libanais de mettre en application le contenu de son programme en ce qui concerne l'aide qui doit être dispensée aux réfugiés palestiniens.

Le communiqué commun :

Le peuple palestinien subit, aujourd'hui, une nouvelle agression, soutenue par les mêmes puissances et qui rappelle celle qui a eu lieu, il y a 62 ans.

En effet, à la suite des promesses faites, il y a moins d'un an, par Barak Obama dans son discours au Caire où il a proclamé Israël « Etat des juifs du monde », les agressions israéliennes se sont multipliées : des milliers de nouvelles habitations pour les colons dans les zones occupées, d'autres milliers prévues, la poursuite de la « judaïsation » de la partie arabe d'Al Qods, la poursuite de la construction du mur de séparation et du blocus contre Gaza

Cependant, ces mesures ont atteint leur summum avec les dernières mesures visant au « transfert » de 70 mille nouveaux palestiniens, dont 40 000 de la Cisjordanie et Al Qods, sous prétexte qu'ils vivent « illégalement » sur leur propres terres!!! Pendant ce temps, les gouvernements arabes sont sourds et muets et la Ligue arabe s'est abstenue de publier un communiqué à cet égard, tandis que nous voyons les Etats-Unis, et avec eux les responsables de l'Union européenne, dispenser toute aide nécessaire à Tel Aviv. Ainsi, Washington menace tantôt le Liban, tantôt la Syrie, à propos des armes de la Résistance libanaise, tandis qu'il fournit à Israël toutes sortes d'armes et d'aide, surtout en ce qui concerne les colonisations, l'Etat palestinien et l'OCDE.

Et si nous élevons la voix contre ceux qui ont planifié le nouveau complot contre la Palestine, mais aussi ceux qui l'appuient, nous trouvons dans le mutisme des dirigeants arabes un rappel de ce qui s'était passé en 1948. Voilà pourquoi, nous appelons les forces palestiniennes à revenir à la raison, à s'unir face à leurs détracteurs et à proclamer leur Etat indépendant ayant Al Qods pour capitale.

Nous appelons aussi toutes les forces vives des peuples arabes à montrer leur solidarité agissante avec le peuple palestinien.

Nous appelons, enfin, le gouvernement libanais à mettre en exécution les projets visant à améliorer la situation des réfugiés palestiniens, mais aussi à trouver des solutions aux problèmes en suspens, en particulier la reconstruction du camp de Nahr Al Bared

2-3 Aymeric Chauprade : « La France vit une épuration sourde »

Interview d'Aymeric Chauprade

Hugues Wagner : On vous a accusé d'être un partisan de la théorie du complot alors que vous n'êtes pas réputé comme tel. Que s'est-il passé ?

Aymeric Chauprade : Tout est parti d'un article de Jean Guisnel dans l'hebdomadaire français Le Point du 5 février 2009, qui a demandé ma tête au ministre de la Défense parce que j'ai osé faire écho aux théories non conformistes sur le 11 septembre 2001.

Mon dernier ouvrage commence en effet par un chapitre sur le 11-Septembre. J'ai voulu montrer que le choc des civilisations, c'est d'abord le fait qu'une immense partie de l'humanité, en dehors du monde occidental, ne croit pas à la version officielle de cet événement donnée par le gouvernement américain et qui est devenue la version obligatoire des médias occidentaux.

Dans « Chronique du choc des civilisations » – qui est un atlas de géopolitique mondiale et pas du tout un livre limité au 11 septembre –, je propose la synthèse, à ma connaissance la plus aboutie qui existe à ce jour, de ce qui pourrait être un scénario alternatif à la version officielle. Je ne prends pas parti. J'expose les arguments des tenants de cette théorie dite du complot et je ne conclus pas. Je reste prudent. Mais mon « crime » est d'avoir osé présenter de manière crédible et donc convaincante ces éléments de contestation de la version officielle.

Je suis un scientifique, j'ai une première formation de sciences mathématiques et physiques avant d'être passé à la science politique. Pour avoir creusé le sujet (surtout aux États-Unis) et pour avoir beaucoup parlé de cela avec des experts français du renseignement (qui eux ne parlent pas mais n'en pensent pas moins), je peux vous dire que j'ai des doutes plus qu'importants quant à la version officielle. En tout cas, je ne vois pas au nom de quoi il serait interdit de penser sur ce sujet. On aurait le droit d'imaginer des choses horribles sur les musulmans ou sur n'importe quelle civilisation, mais dès que cela touche aux Américains, et plus encore à Israël, c'est quasiment un crime contre l'humanité que d'imaginer que des cyniques aient pu concevoir un tel crime.

Hugues Wagner : Vous venez de faire suspendre, par le tribunal administratif, la décision du ministre. Pouvez-vous à nouveau donner des cours ?

Aymeric Chauprade : Après un premier référé, nous en avons fait un deuxième en montrant que la décision menaçait mon économie personnelle. Le juge des référés a jugé qu'une liberté fondamentale, celle des droits de la défense, avait été gravement bafouée. Je suis tombé sur un juge indépendant et juste, dans une France de plus en plus verrouillée médiatiquement et politiquement.

Même quand tout est verrouillé, il faut toujours croire en la France.

Conséquence : théoriquement je peux reprendre mes cours. Évidemment, dans la pratique c'est plus compliqué. Le ministère de la Défense va devoir dire clairement quelle faute j'ai pu commettre.

En réalité, tout le monde sait que la vraie raison de mon éviction est que j'étais le dernier représentant, dans les institutions de défense, de la ligne gaulliste en politique étrangère. Je suis pour un monde multipolaire et non pour cette folle politique de « l'Occident contre les autres » que représentent ceux qui sont au pouvoir maintenant en France.

Hugues Wagner : Quelles ont été les réactions de vos élèves et collègues, notamment du Collège royal militaire supérieur du Maroc, où vous enseignez ?

Aymeric Chauprade : Je suis extrêmement touché par les très nombreuses manifestations de solidarité que j'ai eues. Pas seulement l'immense majorité des officiers français de l'École de guerre, mais aussi les étrangers. Les stagiaires africains étaient très en colère notamment, ceux des pays arabes aussi. J'ai reçu, plus discrètement des témoignages d'amitié venant de pays asiatiques. Mon éviction est interprétée, à juste titre, comme la manifestation évidente de la rupture de la France avec les fondamentaux de sa politique étrangère d'équilibre. J'attends de voir ce que va faire le Collège des forces armées Royales du Maroc. J'y enseigne depuis six ans et j'ai toujours donné satisfaction. On aimait à Rabat ma liberté d'expression. Je suis employé directement par les Marocains et non par la partie française. Normalement, le Maroc n'étant plus un protectorat, je m'attends à ce que rien ne change, malgré les pressions.

Hugues Wagner : Que pensez-vous de la réintégration par la France du commandement de l'Alliance atlantique (Otan) ?

Aymeric Chauprade : Elle est contraire à l'intérêt de la France et nous n'avons pas eu de véritable débat sur ce sujet à l'échelle nationale. Je suis frappé de constater à quel point les médias français sont verrouillés par les relais d'influence américain et israélien qui ont totalement neutralisé toute possibilité de débat. Depuis la sortie de ce commandement en 1966, il y avait un consensus de droite et de gauche. La « valeur ajoutée » de la France sur la scène internationale tenait en partie à cette position singulière, à cet héritage de la troisième voie, j'ose dire de non-alignement, car si la France est bien d'Occident, elle ne doit pas pour autant réduire sa politique mondiale à une politique occidentale. Sa vocation est de défendre l'équilibre multipolaire, pour que toutes les civilisations aient leur place dans l'Histoire.

Hugues Wagner : Une alliance est-elle dirigée contre un objectif, la Russie, la Chine, l'Iran, le terrorisme ?

Aymeric Chauprade : Les Américains ont remplacé la lutte contre le communisme par celle contre le terrorisme. Cette nouvelle idéologie vise à coaliser les anciens alliés de la guerre froide. Logiquement, il aurait dû y avoir une Europe puissante après la guerre froide.

Or, qu'avons-nous aujourd'hui ?

Une Europe certes économique, mais géopolitiquement parlant composante d'un bloc transatlantique dominé par les États-Unis. Le président Chirac a tenté de s'opposer à cela avec son acte courageux en 2003 avec l'affaire d'Irak. Je suis convaincu que ce qui se passe aujourd'hui est le retour de bâton de 2003. Les Américains se sont dits : « ces Français se sont opposés sur l'Irak ; c'est un raté, changeons les choses en France et ils ne s'opposeront pas demain sur l'Iran ».

Hugues Wagner : L'ancien premier ministre français Dominique de Villepin a déclaré que l'Otan était « totalement sous contrôle américain ». Est-ce votre avis ?

Aymeric Chauprade : Il a raison. Villepin a été l'honneur de la France à la tribune de l'Onu en 2003. Aujourd'hui, comme d'autres, il a raison de rappeler cette évidence : après la disparition du Pacte de Varsovie, l'Otan aurait dû disparaître. Elle n'a pas disparu parce que cela a été, dès 1990, une priorité des États-Unis de l'étendre et de la renforcer. L'organisation de l'Europe centrale et orientale va de pair avec l'élargissement de l'Union européenne. Et les Américains, voyant que l'Allemagne poussait pour reconstruire son espace d'influence à l'éclatement de la Yougoslavie, ont compris qu'il y avait là un potentiel de guerre susceptible de redonner une raison d'exister à l'Otan. Avec la Yougoslavie, l'Otan a glissé vers la guerre d'ingérence manichéo-humanitaire...

Hugues Wagner : Est-il vrai que vous défendez une théorie du choc des civilisations, notamment au travers d'une opposition entre l'Europe (Russie incluse) et l'islam ?

Aymeric Chauprade : Les civilisations sont un facteur important de l'Histoire mais je ne réduis pas l'Histoire au choc des civilisations. Les civilisations existent, on ne peut le nier. Et dans la longue durée, la problématique de la hiérarchie de puissance entre les civilisations est une réalité. L'Occident européen est devenu moteur de la mondialisation au XVI^e siècle et a supplanté l'islam en le contournant grâce à l'ouverture des grandes routes maritimes qui ont permis d'atteindre l'Asie. Aujourd'hui, peut-être que l'Asie est en train de prendre la tête de la mondialisation et que ce qui nous menace est une guerre de l'Amérique n'acceptant pas son déclassement. Jacques Sapir soutient, très intelligemment, que si l'Amérique n'arrive plus à faire l'ordre américain elle fera le désordre... Je crois à ces réalités-là. Donc il n'y a pas que l'islam et les Européens ; ces rapports de force entre civilisations existent aussi entre Chinois et Indiens, entre Indiens hindouistes et musulmans, etc. Je crois qu'Européens et Russes ont un destin commun à construire et qu'ils doivent bâtir un rapport équilibré avec le monde musulman. La France doit développer une politique arabe intelligente car équilibrée. Les Russes ont l'expérience de l'islam caucasien et centre-asiatique depuis le XVIII^e siècle alors que les Américains n'y comprennent rien.

Hugues Wagner : Certains prétendent que vous pourriez avoir été victime d'une « campagne d'épuration » menée par un cercle néoconservateur proche du pouvoir comme l'auraient été les journalistes Richard Labévière de RFI, ou Moktar Gaoud et Agnès Levallois de France 24...

Aymeric Chauprade : Ce n'est pas une supposition c'est un fait avéré.

La France est en train de vivre une épuration douce et sourde (regardez mon cas : alors que j'ai gagné contre un ministre, aucun quotidien national n'en a fait état) de tous ceux dont la pensée va à l'encontre des intérêts d'Israël et des États-Unis. Cela peut paraître difficile à croire, mais c'est pourtant la vérité. Qu'il s'agisse de gens de gauche ou de la droite conservatrice, tous ceux qui « tombent » ont un point commun : leurs analyses ne vont pas dans le sens des intérêts américains et israéliens.

Aymeric Chauprade

Éditeur de science politique et d'histoire depuis 1994 et professeur de géopolitique depuis 1999, Aymeric Chauprade est également consultant international pour de grands groupes français ou pour des États sur les contentieux géopolitiques. Il a publié plusieurs ouvrages, notamment « Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire » (Éd. Ellipses), devenu un manuel de référence, et plus récemment « Chronique du choc des civilisations » (février 2009, Éd. Dargaud), qui a provoqué son éviction brutale de sa chaire de géopolitique.

6 juillet 2009

Aymeric Chauprade

Source :

http://www.afrique-asie.fr/_medias/dossiers/evenement%2043.pdf

2-4 Gidéon Lévy : Expulser un clown par mesure de sécurité ? C'est une plaisanterie ?

Qui prétend que l'humour juif a disparu en Israël ?

Qui peut nier que même les organismes d'état les plus secrets ont leur moments de légèreté, entre les assassinats ciblés et les intrigues ?

Si vous pensez que le processus de fascisation, d'isolation, de nationalisme et de militarisation d'Israël ne donne pas envie de rire, alors écoutez ce que Barak Ravid a relaté dans Haaretz, jeudi dernier.

Un clown espagnol - ça commence comme une blague, n'est-ce pas ? - a atterri en Israël.

Pas n'importe quel clown, le plus grand clown d'Espagne, Ivan Prado. Il pensait traverser le contrôle des passeports rapidement (un citoyen espagnol, même clown, n'a pas besoin d'autorisation spéciale pour entrer dans l'état démocratique d'Israël) prendre ses bagages et aller à Ramallah.

Ce plaisantin voulait organiser un festival de clowns à Ramallah et pas ailleurs. Ce fut l'erreur de sa vie, une idée vraiment idiote.

D'abord quel besoin les Palestiniens ont-ils de voir des clowns d'autres pays ?

Ils en ont bien assez chez eux, merci !

Et de toutes façons de quoi pourraient-ils bien rire à Ramallah ?

En un clin d'œil, un expert du Shin Bet est apparu, un vaillant gardien d'Israël, pour emmener ce plaisantin et l'interroger sur ses liens avec des "groupes terroristes". Prado, ce stupide clown, a refusé de répondre. L'agent du Shin Bet (un clown moins connu) a sans doute pensé qu'il avait été choisi pour sauver la journée.

Bref, après six heures d'attente pénible à l'aéroport international de Ben Gourion, un officiel du Ministère de l'Intérieur a dit à Prado : " Vous êtes expulsé. Prenez le premier avion pour Madrid, c'est la place des plaisantins comme vous".

Ce qui a derechef changé Prado en Prophète de l'Apocalypse. Aussitôt arrivé en Espagne, il a condamné Israël dans la presse locale, comparant le sort des Palestiniens à celui des Juifs dans la Pologne du temps de guerre.

Exactement les blagues polonaises dont nous avons besoin.

L'ambassadeur israélien à Madrid a envoyé un communiqué urgent à Jérusalem demandant : " Qu'est-ce que vous avez fait ?".

Le Ministère des Affaires Etrangères a répondu brièvement "Raisons de sécurité". La colère a secoué l'Ambassade qui souhaitait obtenir une information plus circonstanciée afin de pouvoir répondre aux médias espagnols convaincus que l'expulsion d'un clown pour des raisons de sécurité ne pouvait être qu'une plaisanterie.

Mais ni les services de sécurité du Shin Bet ni le Ministère de la Défense ne se donnèrent le mal de répondre à l'ambassadeur. "Cet homme a refusé de fournir une information complète aux agents de sécurité sur ses liens avec les organisations terroristes de Palestine en particulier" a dit le Shin Bet interrogé par Haaretz.

Ce qui signifie en clair : Prado, selon le Shin Bet qui sait tout, a des liens avérés avec les groupes terroristes palestiniens sinon il ne voudrait pas organiser un festival de clowns à Ramallah. Et en plus il a refusé d'avouer ces liens. Mais quels "groupes de terroristes" ? Le Jihad Islamique, ou les brigades des Martyrs d'Al-Aqsa peut-être ? Al-Qaida ? Les Forces Quds d'Iran ? Et quels liens ? Le clown voulait-il apporter de grandes quantités de rires à des éléments hostiles ? Des bombes de plaisanteries aux Jihadistes ? des vannes dévastatrices au Hamas ? "Vous trouvez peut-être cela drôle" a déclaré un représentant des Affaires Etrangères peu après, "mais l'incident a détérioré l'image d'Israël à l'étranger, notamment quand Israël a refusé de s'expliquer".

Prado n'est pas le seul.

Si tout cela n'était pas si insensé, grotesque et horripilant nous nous tordrions de rire. Mais des dizaines de visiteurs étrangers ont été refoulés de la même manière ces derniers mois, parce qu'ils étaient soupçonnés de sympathie envers les Palestiniens - une sérieuse offense sans nul doute. Ces personnes, n'écoulant que leur conscience, étaient venues soutenir les Palestiniens mais la Police de la Pensée de l'aéroport les a démasquées. L'historien juif américain Norman Finkelstein a été expulsé parce qu'il soutient la solution d'un état pour résoudre le conflit du Moyen Orient et qu'il pense qu'Israël fait commerce de l'Holocauste. S'il avait demandé à remplir le formulaire de nouvel immigrant il aurait été accueilli à bras ouverts au titre de la Loi du Retour. Mais il vient en visite et ose critiquer ? Qu'on le renvoie tout de suite en Amérique !

Trois militants suédois d'un organisme de formation regroupant des Juifs et des Palestiniens ont été récemment expulsés aussi, ainsi qu'un journaliste américain qui a travaillé pendant des années pour l'agence d'information palestinienne Ma'an.

Quelqu'un a-t-il jamais entendu dire qu'une personne venue soutenir moralement ou financièrement les colons les plus extrémistes ait jamais été expulsée ?

Je vous en prie, ne faites pas rire le Shin Bet ou le Ministère de l'Intérieur !

Gidéon Lévy

Haaretz, 9 mai 2010

<http://www.haaretz.com/print-editio...>

Traduction D. Muselet

<http://www.legrandsoir.info:80/Expulser-un-clown-pour-des-mesures-de-Securite-C-est-une-plaisanterie-Haaretz.html>

2-5 Sylvain Cypel : Le grand malaise des juifs américain.

Le général James Jones, patron du Conseil de sécurité nationale américain, était récemment l'invité d'honneur du 25^e anniversaire du Washington Institute for Near East Policy (Winep), un groupe de réflexion très favorable à la diplomatie israélienne. Vu les dissensions entre la Maison Blanche et Jérusalem, il crut détendre l'atmosphère

avec une blague. Un taliban meurt de soif dans le désert. Il trouve l'échoppe d'un juif et lui demande de l'eau. Le marchand lui répond qu'il ne vend que des cravates. Le taliban s'insurge. "Calmez-vous, rétorque le marchand. *Mon frère tient un restaurant de l'autre côté de la colline. Il aura de l'eau.*" Le taliban s'en va et revient une heure après, la gorge en feu. "Votre frère m'a dit que pour entrer dans le restaurant je dois porter une cravate"... Le général James Jones, patron du Conseil de sécurité nationale américain, était récemment l'invité d'honneur du 25^e anniversaire du Washington Institute for Near East Policy (Winep), un groupe de réflexion très favorable à la diplomatie israélienne. Vu les dissensions entre la Maison Blanche et Jérusalem, il crut détendre l'atmosphère avec une blague. Un taliban meurt de soif dans le désert. Il trouve l'échoppe d'un juif et lui demande de l'eau. Le marchand lui répond qu'il ne vend que des cravates. Le taliban s'insurge. "Calmez-vous, rétorque le marchand. *Mon frère tient un restaurant de l'autre côté de la colline. Il aura de l'eau.*" Le taliban s'en va et revient une heure après, la gorge en feu. "Votre frère m'a dit que pour entrer dans le restaurant je dois porter une cravate"... La salle s'est esclaffée. Mais le rédacteur en chef de l'hebdomadaire juif *The Forward* s'est inquiété : "La blague est-elle drôle ou déplacée ?" De fait, elle est connue en Israël - l'Arabe prenant la place du taliban. Mais quelle image des juifs, ou plutôt des Israéliens (c'est à eux que le général faisait référence), renvoie-t-elle ? Elle place l'Israélien dans une attitude dominatrice et indifférente à la souffrance de son interlocuteur ; et reflète la détérioration de l'image de l'Etat juif et de sa politique aux Etats-Unis.

Au niveau institutionnel, le lobby pro-israélien y garde, certes, une capacité d'influence considérable. L'American-Israeli Cooperative Enterprise se plaît à indiquer que 14 sénateurs sur 100 sont juifs. A la Chambre, ils sont 7,1 % (31 sur 435 représentants). Un indéniable succès pour une communauté constituant 2 % de la population.

L'immense majorité de ces élus soutient activement Israël.

L'Aipac, le lobby pro-israélien officiel, a joué un rôle moteur dans deux récents messages envoyés à Barack Obama, le pressant de "galvaniser la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures immédiates et radicales" contre l'Iran, qu'il a fait signer par 81 sénateurs et 366 représentants. Au sein du lobby, beaucoup s'inquiètent d'une funeste évolution de l'image de l'Etat juif, y compris dans la population juive. Beaucoup la datent de l'offensive sur Gaza, à la charnière 2008-2009.

La délégitimation ultérieure organisée par Israël du juge Richard Goldstone, le rapporteur de l'ONU sur les "crimes de guerre" commis par Tsahal, a été très efficace sur le plan institutionnel : ce rapport est aux oubliettes. Mais elle a été catastrophique vis-à-vis de l'opinion publique, aggravant la défiance envers le gouvernement israélien. Bernard-Henry Lévy, aujourd'hui initiateur de l'appel des intellectuels juifs européens craignant que la "faute morale" que constitue "l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations" en territoire palestinien ne favorise la "délégitimation (d'Israël) en tant qu'Etat", s'en était aperçu.

Après avoir défendu l'opération militaire à Gaza en France, M. Lévy avait été houspillé, deux mois plus tard, à l'université de New York par le spécialiste du Proche-Orient Mark Danner. Il avait constaté combien la salle était loin d'être acquise à son point de vue d'alors.

Depuis, ce mouvement s'est accru. Ainsi, une controverse est organisée chaque mois à New York par l'association Intelligence Squad, sponsorisée par la fondation Rosenkranz. On pose une question à un vaste auditoire, puis on fait débattre deux "pour" et deux "contre", et on repose la question. Le 9 février, le thème était : "Les Etats-Unis doivent-ils mettre fin à leur "relation spéciale" avec Israël ?" Au départ, 42 % de l'auditorium répondaient "non", 33 % "oui" et 25 % étaient indécis.

Après la joute entre deux notabilités favorables au statu quo - l'ancien ambassadeur israélien à Washington, Itamar Rabinovich, et Stuart Eizenstadt, ex-secrétaire au commerce de Bill Clinton - et deux opposants à la "relation spéciale" - Roger Cohen, du *New York Times*, et le politologue de Columbia Rachid Khalidi -, 49 % voulaient y mettre fin, 47 % la maintenir. Les indécis avaient basculé en défaveur d'Israël.

Non seulement l'image "morale" d'Israël se dégrade aux Etats-Unis, mais nombre de juifs ont plus de difficulté à s'identifier à cet Israël-là. Le 2 mai, une manifestation de soutien avait lieu devant le consulat israélien à New York. Les voix critiques dans la communauté y ont été vilipendées sur un ton qui ressemblait à celui d'André Darmon, rédacteur en chef d'*Israël Magazine* à Jérusalem, intitulant sa chronique récente, sous la photo de BHL : "Les cons"...

Le *New York Times* du 6 mai consacrait à ces "cons" l'ouverture de son cahier de politique intérieure. L'enquête abonde d'exemples de juifs de divers horizons mal à l'aise devant la politique israélienne, et inquiets que ses soutiens américains se réduisent progressivement aux cercles politiques les plus droitiers, cabrés dans la détestation de M. Obama. "La plupart ont des sentiments mêlés, explique Tamara Kolton, femme rabbin d'une obédience réformée. *Ils soutiennent Israël, mais c'est compliqué.*"

Un autre bon mot aujourd'hui en vogue est symptomatique du doute qui s'installe : "Bibi Nétanyahou veut tellement la paix qu'il est disposé à en discuter pendant encore cinquante ans." Dans la plus grande communauté de la diaspora juive, il fait de moins en moins rire.

Sylvain Cypel

22.05.10

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/05/21/le-grand-malaise-des-juifs-americains_1361102_3232.html

2-6 Alain Gresh : Gaza-Berlin

Extrait

nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

[Le cinquième forum de la télévision Al-Jazeera](#) vient de s'ouvrir à Doha, Qatar.

Ici, les nouvelles principales concernent le départ pour Gaza d'une flottille de neuf bateaux afin de briser le blocus et d'apporter du matériel pour aider à la reconstruction, ainsi que du matériel médical et scolaire, à ce petit territoire où s'entassent 1,5 million de Palestiniens, étranglés depuis plusieurs années.

Les navires les plus grands viennent de Turquie, mais ils devraient être rejoints par d'autres vaisseaux qui partiront d'Athènes et de Crète (« [Aid convoy sets off for Gaza](#) », Al-Jazeera English, 23 mai).

L'opération se place sous l'égide de « [The European Campaign to end The Siege on Gaza](#) », sur le site duquel on trouvera tous les détails et le suivi de l'action en cours.

Un des éléments importants est évidemment l'implication des autorités turques dans cette opération. Le premier ministre turc Recep Erdogan s'est personnellement engagé dans cette action.

La volonté israélienne d'interdire à la flottille l'accès à Gaza risque de détériorer encore plus les relations entre Israël et un pays musulman qui était, jusqu'à ces dernières années, un de ses principaux alliés.

Le blocus de Gaza dure depuis au moins juin 2007, date qui a marqué la rupture entre le Fatah et le Hamas.

[Quoi qu'on pense de ces événements](#), pourquoi la population civile devrait-elle en payer le prix ?

Il s'agit, ni plus ni moins, d'une prise d'otage par les autorités israéliennes.

[Les destructions commises lors de l'agression israélienne de décembre 2008](#) ont rendu la situation encore plus insupportable, forçant même l'Union européenne et les Etats-Unis à demander la levée du blocus. Mais comme ces déclarations n'ont été suivies d'aucune action, d'aucune sanction, le gouvernement israélien poursuit une politique qui relève du [crime de guerre](#).

Les preuves en sont multiples, notamment un rapport, encore un, des Nations unies (« [Un rapport de l'ONU dénonce le blocus israélien dans la bande de Gaza](#) », LeMonde.fr, 23 mai) : « Selon un rapport de l'ONU, le blocus qu'Israël impose à la bande de Gaza continue d'entraver gravement la reconstruction des bâtiments et infrastructures détruits lors de l'offensive israélienne de décembre 2008-janvier 2009. A ce jour, seuls 25 % des dégâts ont pu être réparés, plus d'un an et demi après l'offensive dévastatrice "plomb durci". »

Cette tentative de briser le blocus fait la Une d'Al-Jazeera, alors qu'il y a fort à parier que les télévisions françaises ou américaines ne lui accordent aucune place. Il ne s'agit pas seulement de différence de perspective ; ici, on y voit une preuve de plus de ce que le discours de l'Europe et des Etats-Unis sur les droits humains n'est que pure propagande.

Pour en revenir au cinquième forum d'Al-Jazira, il a été ouvert par une longue intervention de Robert Fisk, journaliste au quotidien The Independent (Londres), l'un des meilleurs et des plus courageux journalistes couvrant le Proche-Orient. Son allocution est disponible sur l'une des chaînes d'Al-Jazira, mais je n'ai pas été capable de la retrouver, je laisse le soin à un lecteur de le faire et j'ajouterais le lien.

Il intervenait sur les liens entre médias et pouvoir et a surtout développé une analyse des termes que les journalistes emploient et qui, en réalité, sont déjà des prises de position : « processus de paix » pour parler des négociations israélo-palestiniennes ; « combattants étrangers » (en Afghanistan et en Irak), alors que l'on oublie que les principales forces étrangères sont américaines et occidentales ; « parties en conflit », pour occulter que l'on a affaire à un occupant et un occupé.

Sur Gaza, il a dressé une intéressante comparaison. Il fut un temps, dit-il, où il existait un territoire encerclé, soumis à un blocus, menacé par des troupes étrangères et où l'on s'apprêtait à édifier un mur. Il s'agissait de Berlin, en 1948-1949, et le blocus avait été imposé par l'armée soviétique. A l'époque, les Occidentaux étaient intervenus au nom de la démocratie, de la libre circulation des gens, du droit des populations à vivre dignement. Ils avaient même organisé un pont aérien...

Il s'agissait alors de défendre « le monde libre ». Mais les Palestiniens ne sont pas des Berlinoises, ils ne sont même pas des « Blancs », alors leur sort nous importe bien peu...

PS Selon le quotidien Haaretz, « [Israel to Europe : Stop your citizens from sailing to Gaza with aid](#) » (Jack Houry et Barak Ravid, 17 mai), le gouvernement israélien a demandé aux gouvernements européens d'empêcher leurs citoyens de participer à la tentative de briser le blocus de Gaza. Selon le journal, certains des diplomates ont dit que leur gouvernement s'y emploierait !

Source : [Les blogs du Diplo](#)

Doha, 23 mai 2010

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19